

## Prise de position sur la mort tragique de Joyce Echaquan

Profondément engagé dans diverses luttes contre le [racisme systémique](#) et le développement de relations plus justes et égalitaires avec les peuples autochtones, le **Centre justice et foi** tient à ajouter sa voix aux nombreuses organisations qui dénoncent les circonstances scandaleuses dans lesquelles **Joyce Echaquan** est décédée le 28 septembre dernier, sous les insultes racistes du personnel soignant qui aurait dû lui porter secours alors qu'elle lançait un appel à l'aide. Déjà tragique en elle-même, cette sinistre affaire met en lumière le racisme systémique et les violences sexistes encore au cœur de nos services publics et de nos institutions communes. Fruit de plusieurs siècles de colonialisme, ce racisme est profondément enraciné dans les pratiques discriminatoires de nos institutions. Il est inadmissible que le gouvernement de François Legault refuse toujours de reconnaître l'existence d'un racisme systémique au Québec, qui reproduit et pérennise des structures sociales et des pratiques discriminatoires bien documentées qui mettent en danger la vie, la santé et la dignité des Autochtones en général et des femmes en particulier.

S'il convient de saluer les quelques gestes salutaires posés par le premier ministre – l'annonce du renvoi des employées fautives, le déclenchement d'une enquête du coroner, sa rencontre avec les chefs de la nation atikamekw, ses excuses à la famille Echaquan –, nous estimons cependant que la profondeur des injustices suppose une réponse énergique de la part du gouvernement caquiste, dont le déficit de crédibilité sur les enjeux autochtones demeure considérable. En effet, outre son refus de reconnaître l'existence même du racisme systémique, rappelons le [caractère biaisé et partisan](#) du Groupe d'action contre la racisme créé par le gouvernement caquiste, le refus du premier ministre de mettre en application la [Déclaration des Nations Unies sur les peuples autochtones](#) de même que les [propos paternalistes et méprisants](#) de la ministre Sylvie D'Amours à l'égard de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador.

**Le Centre justice et foi est d'avis qu'aucune transformation durable n'est possible sans une reconnaissance explicite du racisme systémique, préalable essentiel à une analyse approfondie des causes de ces discriminations et au déploiement de pratiques institutionnelles renouvelées et libérées du racisme.**

Plaçant le racisme systémique au cœur de leur analyse, les rapports finaux de la Commission Viens et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées (ENFFADA) avaient pourtant largement documenté les nombreuses discriminations dont font l'objet les Autochtones dans leurs interactions avec de nombreux services publics, qu'il s'agisse des établissements d'enseignement, des forces policières, des autorités carcérales, de la Direction [de la protection de la jeunesse \(DPJ\)](#) et du réseau de la santé. Les taux anormalement élevés d'interpellation policière, de judiciarisation et de signalements à la DPJ dont sont l'objet les Autochtones ont pour corollaire leur surreprésentation dans les institutions carcérales, les foyers d'accueil et parmi les personnes itinérantes, sans commune mesure avec leur poids démographique. Sans parler des violences sexuelles, de l'exposition précoce à la mort, de l'humiliation et l'infantilisation.

Les travaux de la Commission Viens ont d'ailleurs dénoncé les pratiques racistes à l'œuvre dans les [unités de psychiatrie des hôpitaux](#), sans oublier les violences obstétricales (dont des [stérilisations forcées](#)) perpétrées contre des femmes autochtones et les iniquités auxquelles font face les [parents d'enfants autochtones lourdement handicapés](#) en matière d'accès aux soins. Tout cela s'ajoute à des décennies de pratiques colonialistes et de maltraitance institutionnelle de la part des autorités canadiennes et québécoises – des pensionnats autochtones aux hôpitaux indiens en passant par les violences policières – qui ont durablement mis en péril le lien de confiance des Premières Nations, des Métis et des Inuit envers les autorités et les services publics. Lien qui n'a eu cesse de se détériorer à la faveur d'affaires troublantes comme les « [incidents](#) » de Val d'Or, les affaires [Tina Fontaine](#), [Colten Boushie](#) et [Stéphane Ratté](#), triste (et non exhaustive) liste à laquelle s'ajoute la mort tragique de Joyce Echaquan. La répétition quasi normalisée d'événements de la sorte pousse les Autochtones à ne pas rapporter les violences et discriminations dont ils font l'objet aux autorités policières, judiciaires et médicales, ayant hélas acquis la certitude que leurs plaintes ne seront pas prises au sérieux, ni traitées avec diligence, ni acheminées jusqu'aux premiers responsables de ces institutions. Ce qu'ont notamment révélé les abus policiers survenus à Val-d'Or en 2018 et ayant précipité la mise sur pied de la commission Viens.

N'est-ce pas là une illustration éloquente du profond enracinement du racisme systémique dans nos institutions publiques et communes ? Alors que les pratiques vexatoires du personnel de l'Hôpital de Joliette envers les patientes et patients autochtones étaient de notoriété publique et que de [nombreuses plaintes](#) avaient été adressées aux autorités hospitalières au fil des ans, la direction du Centre intégré de santé et services sociaux de Lanaudière semble n'en avoir jamais entendu parler et encore moins y avoir donné suite.

Pour remédier à cette situation, on ne saurait se contenter de remèdes individuels et superficiels comme ceux déployés jusqu'ici par le gouvernement Legault. Nos institutions et nos services publics ont besoin d'être transformés de façon radicale, en reconnaissant explicitement l'existence du racisme systémique et en donnant suite aux recommandations et appels à l'action mises de l'avant par le rapport de la commission Viens. La vie et la dignité des personnes autochtones supposent qu'on se livre à un diagnostic approfondi et qu'on prenne toute la mesure du racisme systémique à l'œuvre dans nos institutions, prélude à une authentique [décolonisation de l'État québécois, comme le suggérait Julie Perreault dans les pages de la revue Relations en juin dernier](#).

**Combien de rapports faudra-t-il encore accumuler sur des tablettes ministérielles avant d'y arriver? Il est plus que temps d'agir !**

Centre justice et foi, Montréal, le 8 octobre 2020